

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

5 juin 2013

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

**relative à la révision du système électoral
et à l'instauration du tirage au sort
des membres du Parlement fédéral
du Royaume de Belgique**

(déposée par M. Laurent Louis)

EN REMPLACEMENT DU DOCUMENT DISTRIBUÉ
PRÉCÉDEMMENT

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

5 juni 2013

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

**over de herziening van het kiesstelsel
en over de instelling van de loting
van de leden van het federale Parlement
van het Koninkrijk België**

(ingediend door de heer Laurent Louis)

TER VERVANGING VAN HET VROEGER RONDGEDEELDE
STUK

N-VA	:	Nieuw-Vlaamse Alliantie
PS	:	Parti Socialiste
MR	:	Mouvement Réformateur
CD&V	:	Christen-Democratisch en Vlaams
sp.a	:	socialistische partij anders
Ecolo-Groen	:	Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
Open Vld	:	Open Vlaamse liberalen en democraten
VB	:	Vlaams Belang
cdH	:	centre démocrate Humaniste
FDF	:	Fédéralistes Démocrates Francophones
LDD	:	Lijst Dedecker
MLD	:	Mouvement pour la Liberté et la Démocratie
INDEP-ONAFH	:	Indépendant-Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkortingen bij de nummering van de publicaties:	
DOC 53 0000/000:	Document parlementaire de la 53 ^e législature, suivi du n° de base et du n° consécutif	DOC 53 0000/000:	Parlementair document van de 53 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA:	Questions et Réponses écrites	QRVA:	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV:	Version Provisoire du Compte Rendu intégral (couverture verte)	CRIV:	Voorlopige versie van het Integraal Verslag (groene kaft)
CRABV:	Compte Rendu Analytique (couverture bleue)	CRABV:	Beknopt Verslag (blauwe kaft)
CRIV:	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes) (PLEN: couverture blanche; COM: couverture saumon)	CRIV:	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen) (PLEN: witte kaft; COM: zalmkleurige kaft)
PLEN:	Séance plénière	PLEN:	Plenum
COM:	Réunion de commission	COM:	Commissievergadering
MOT:	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT:	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

Publications officielles éditées par la Chambre des représentants

Commandes:
Place de la Nation 2
1008 Bruxelles
Tél. : 02/ 549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.lachambre.be
courriel : publications@lachambre.be

Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers

Bestellingen:
Natieplein 2
1008 Brussel
Tel. : 02/ 549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.dekamer.be
e-mail : publicaties@dekamer.be

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

INTRODUCTION

Le Royaume de Belgique est passé, à travers son histoire, par une multiplicité de paysages politiques, allant de la confrontation bipartisanne (1830-1893) au multipartisme extrême (1965 à nos jours), ayant tous, comme point commun, l'élection.

La Belgique se targue, à l'instar de tous les pays occidentaux ayant adopté le même régime, d'être une démocratie représentative. La démocratie représentative est le "système dans lequel des représentants élus par la population élaborent et votent les lois"¹. Ce régime politique, largement controversé depuis de nombreuses années, ne donne pas la possibilité au peuple lui-même de s'exprimer et de voter les lois (régime dit de démocratie directe), mais "a pour principal inconvénient de confier le pouvoir de décision, non au peuple lui-même comme l'idée de démocratie le suggère, mais aux représentants élus par la population et à des gouvernements désignés au second degré, sans parler de désignations plus indirectes encore dans les organismes d'intérêt public ou dans d'autres institutions"². La population belge, dépossédée de son rôle souverain, en est donc réduite au droit de vote, le monde politique participatif ayant le rôle le plus important dans l'application du pouvoir. Ce sont aujourd'hui les partis politiques qui font la pluie et le beau temps dans notre pays, dénaturant ainsi la notion même de démocratie. Comment parler de démocratie quand le peuple est dépossédé de ses prérogatives et qu'il doit se soumettre aux volontés des partis politiques, qui bien souvent ne sont là que pour défendre des intérêts financiers et être la voix des groupes de pression en tout genre qui souhaitent imposer leurs vues. En outre, les partis politiques, bien qu'ils

¹ Centre de recherche et d'information socio-politiques (CRISP), Vocabulaire politique, <http://www.vocabulairepolitique.be/democratie-directe-democratie-representative-3/>.

² *Idem*.

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

INLEIDING

Het Koninkrijk België heeft tijdens zijn geschiedenis politiek door vele waters gezwommen, gaande van een confrontatie tussen twee partijen (1830-1893) tot een stelsel met extreem veel partijen (1965-heden), die gemeen hebben dat ze via verkiezingen aan vertegenwoordigers zijn geraakt.

België gaat er, net als alle westerse landen die hetzelfde systeem aankleven, prat op een representatieve democratie te zijn. De representatieve democratie is een systeem "waarbij de bevoegdheden aan volksvertegenwoordigers zijn gedelegeerd"¹. Dit politieke bestel, dat al jarenlang uitermate controversieel is, biedt niet aan het volk zelf de mogelijkheid zich uit te spreken en wetten aan te nemen (het stelsel van de zogenaamde directe democratie), maar heeft als belangrijkste nadeel dat het de besluitvormingsbevoegdheid niet aan het volk zelf verleent zoals de opvatting over het begrip "democratie" suggereert, doch aan de door de bevolking verkozen vertegenwoordigers en aan getrapt verkozen regeringen, zulks nog afgezien van nog meer indirecte aanstellingen bij de instellingen van openbaar nut of bij andere instellingen². De Belgische bevolking, die zich haar soevereine rol ontnomen ziet, behoudt alleen nog het stemrecht, terwijl de participatieve politieke wereld de eerste viool speelt bij de machtsuitoefening. Vandaag de dag maken de politieke partijen het mooie weer in ons land, waardoor het begrip "democratie" zelf wordt uitgehold. Hoe kan men het over democratie hebben wanneer het volk van zijn prerogatieven wordt beroofd en het zich moet onderwerpen aan de wil van de politieke partijen, die vaak alleen dienen om financiële belangen te verdedigen en om als spreekbuis te fungeren voor pressiegroepen van alle slag die hun

¹ De Nederlandse definitie komt uit Van Dale, Groot Woordenboek der Nederlandse Taal, veertiende, herziene uitgave (2005). De oorspronkelijke Franse definitie uit de tekst luidt: "système dans lequel les représentants élus par la population élaborent et votent les lois", ontleend aan het Centre de recherche et d'information socio-politiques (CRISP), Vocabulaire politique, <http://www.vocabulairepolitique.be/democratie-directe-democratie-representative-3/>.

² De oorspronkelijke, eveneens aan het CRISP ontleende definitie luidt: "[la démocratie représentative] a pour principal inconvénient de confier le pouvoir de décision, non au peuple lui-même comme l'idée de démocratie le suggère, mais aux représentants élus par la population et à des gouvernements désignés au second degré, sans parler de désignations plus indirectes encore dans les organismes d'intérêt public ou dans d'autres institutions".

déterminent l'ensemble de la vie politique en Belgique, ne sont pas reconnus par la Constitution. Oser dire que, dans notre pays, les lois sont votées par le peuple pour le peuple, c'est un mensonge des plus éhontés!

La question du financement des partis politiques pose également question. Quand on sait que les partis politiques en place bénéficient de très généreuses dotations publiques, la question se pose de savoir comment, face à ce pouvoir de l'argent, un nouveau mouvement peut se lever et venir concurrencer des partis politiques qui touchent annuellement des millions d'euros. C'est un combat difficile et perdu d'avance si les nouveaux venus sur la scène politique ne sont pas eux-mêmes l'émanation d'intérêts occultes. La démocratie devrait permettre à chaque citoyen de s'engager dans la politique et d'avoir les mêmes chances que ses concurrents. Ce n'est pas le cas dans notre pays puisque les partis politiques en place ont pris les mesures nécessaires pour assurer leur survie et leur pérennité. La démocratie n'est donc qu'un leurre dans la Belgique actuelle. Il en est de même dans de très nombreux pays à travers le monde.

Après les élections législatives fédérales du 13 juin 2010, la Belgique a connu une crise politique profonde témoignant de l'incapacité de ses dirigeants à prendre le destin de la nation en main. Alors que la population elle-même est fière de son pays, qu'importe son appartenance linguistique, nos dirigeants ont fait et font toujours preuve d'un manque total d'implication et de respect de leurs devoirs d'élus, ayant entraîné la plus longue crise politique de l'histoire contemporaine européenne.

Mais quelles leçons tirons-nous d'un État fonctionnant en roue libre, sans gouvernement, pendant 541 jours d'interminables discussions? À vrai dire, aucune. Nous avons remarqué que cela n'affectait en rien le quotidien des citoyens belges. Alors que nous aurions pu imaginer que la démission d'un gouvernement puisse être source de chaos dans un pays comme le nôtre, c'est, pour l'occasion, le contraire qui s'est produit. En effet, l'Union européenne s'était lancée, à l'époque, dans l'imposition des mesures d'austérité aux États membres et, comme notre appareil gouvernemental n'était plus qu'un lointain souvenir, ces décisions coercitives, quasi totalitaires et non démocratiques, n'ont pas pu, à ce moment là, être appliquées sur notre territoire. Il s'agissait là de la parfaite démonstration de l'inutilité effective de notre gouvernement représentatif qui ne se résume plus aujourd'hui qu'à endosser le rôle d'outil vassalisé mettant en application toute décision émanant de l'Union européenne, sans jamais contester ou critiquer celles-ci. Le comble réside dans le fait que

standpunten willen doordrukken? Overigens zijn de politieke partijen, hoewel ze het hele politieke leven in België bepalen, niet grondwettelijk erkend. Durven te beweren dat in ons land de wetten door en voor het volk worden aangenomen, is een grove, schaamteloze leugen!

Ook de financiering van de politieke partijen roept vragen op. In de wetenschap dat de gevestigde politieke partijen zeer royale overheidsdotaties genieten, rijst de vraag hoe, gelet op die macht van het geld, een nieuwe beweging kan ontstaan en de handschoen kan opnemen tegen politieke partijen die jaarlijks miljoenen euro vangen. Het is een moeizame, op voorhand verloren strijd indien de nieuwkomers op het politieke toneel niet zelf occulte belangen dienen. De democratie zou elke burger de mogelijkheid moeten bieden in de politiek te stappen en dezelfde kansen te genieten als zijn tegenstrevers. In ons land is dat niet het geval, aangezien de gevestigde politieke partijen de nodige maatregelen hebben getroffen om hun voortbestaan en bestendiging te waarborgen. In het België van vandaag is de democratie dus louter bedrieglijke schijn. Hetzelfde geldt in heel veel landen wereldwijd.

Na de federale parlementsverkiezingen van 13 juni 2010 heeft België een diepe politieke crisis doorgemaakt waaruit het onvermogen van zijn leiders bleek om het lot van de natie in handen te nemen. Terwijl de bewoners zelf trots zijn op hun land, ongeacht de taalgemeenschap waartoe zij behoren, hebben onze politieke leiders altijd, vroeger zowel als vandaag, blijk gegeven van een volslagen gebrek aan betrokkenheid en aan respect voor hun plichten als verkozenen, wat heeft geleid tot de langste politieke crisis in de moderne Europese geschiedenis.

Maar welke lering trekken wij uit het verhaal van een Staat die, zonder regering, 541 eindeloze onderhandelingsdagen lang stuurloos heeft rondgedobberd? Eigenlijk, geen enkele. Wij hebben gemerkt dat dit vacuüm hoegenaamd geen weerslag had op het dagelijks leven van de Belgische burgers. Terwijl het denkbaar was dat het ontslag van een regering chaos had kunnen veroorzaken in een land zoals het onze, is in die omstandigheid het tegenovergestelde gebeurd. De Europese Unie was toentertijd immers begonnen de lidstaten bezuinigingsmaatregelen op te leggen, en aangezien ons regeringsbestel nog slechts een verre herinnering was, konden die dwingende, bijna totalitaire en ondemocratische beslissingen op dat ogenblik niet op ons grondgebied worden toegepast. Dat was het volmaakte bewijs voor de daadwerkelijke nutteloosheid van onze representatieve regering, die momenteel alleen nog maar een vazallenfunctie vervult en die alle EU-beslissingen zonder meer toepast, zonder ze ooit te betwisten of bekritisieren. Het toppunt is nog, dat de

le nouveau gouvernement ayant remplacé le précédent fut reconstitué quasiment à l'identique.

Nous nous rendons compte aujourd'hui, et forts d'une expérience de 200 ans d'élections, que le mythe superbe de l'élection et l'idée de suffrage universel, idée émancipatrice, ne tiennent pas leurs promesses. Le système électif porte en lui la corruption, le mensonge, la formation de castes et d'autres dérives contre lesquels il est impossible de lutter, car inhérents aux mécanismes de l'élection, si ce n'est en instituant une autre méthode de sélection de ceux qui font les lois, à savoir le tirage au sort des citoyens.

Nous allons tenter de faire, dans cette présente résolution, l'inventaire des principaux défauts de la démocratie représentative. Nous énumérerons les points qui, objectivement, sont à l'origine des écarts entre ce que nous admettons être la véritable démocratie et la démocratie représentative actuelle.

Pour étayer notre propos, nous allons passer en revue certaines des principales limites et dérives de notre modèle de sélection de nos dirigeants: l'élection.

I. — CONSTAT

1. Usurpation du terme de démocratie

Le terme démocratie provient du grec *dēmokratía*, soit le pouvoir (*kratos*) au peuple (*dēmos*). Ce que nous appelons aujourd'hui la "démocratie" n'est en fait qu'une oligarchie aristocratique, sans que ce soit forcément le jeu d'acteurs vicieux, véreux. Le mécanisme de l'élection, au cœur de notre institution, consistant à choisir le meilleur³, débouche systématiquement sur une oligarchie, soit le pouvoir de quelques-uns. La cause première ne réside pas dans le vice des élus, mais dans le système de l'élection même de nos institutions. Pourquoi des citoyens si différents, avec des intérêts *a priori* si différents, défendent tous en cœur l'élection? Si Goldman Sachs défend ce système et le finance aux USA, ce n'est pas par hasard. C'est qu'il sert bel et bien ses intérêts. Ces mécanismes se retrouvent dans toutes les prétendues démocraties, qui ne peuvent pas l'être, à cause de l'élection.

³ Le meilleur ou *aristos* en grec, donc aristocratie.

nieuwe regering die de vorige vervangt, bijna op identiek dezelfde wijze is samengesteld.

De opgedane ervaring met 200 jaar verkiezingen brengt ons vandaag tot het besef dat die prachtige mythe van verkiezingen en de — ontvoogdende — opvatting over algemeen stemrecht hun beloften niet inlossen. Het kiesstelsel is behept met corruptie, leugens, kastenvorming en andere ontsporingen die, omdat ze inherent zijn aan de verkiezingsmechanismen, onmogelijk kunnen worden tegengegaan, tenzij door een andere selectiemethode in te stellen voor degenen die de wetten uitwerken, met name door loting van de burgers.

Dit voorstel van resolutie is een poging om de belangrijkste tekortkomingen van de representatieve democratie op te lijsten. Het bevat een opsomming van de aspecten die ons inziens de oorzaak zijn van de discrepanties tussen hetgeen als de echte democratie wordt aanvaard enerzijds, en de huidige representatieve democratie anderzijds.

Ter staving van ons betoog volgt hierna een overzicht van sommige van de belangrijkste beperkingen en ontsporingen van ons selectiemodel voor onze politieke leiders: de verkiezingen.

I. — STAND VAN ZAKEN

1. Usurpatie van het begrip "democratie"

Het begrip "democratie" komt van het Grieks *dēmokratía*, wat betekent "macht (*kratos*) aan het volk (*dēmos*)". Wat wij vandaag "democratie" noemen, is in werkelijkheid niets anders dan een aristocratische oligarchie, zonder dat het spel per se wordt gespeeld door perverse, malafide spelers. Het verkiezingsmechanisme, het kloppende hart van ons bestel, bestaat erin "de beste"³ te kiezen; dit leidt systematisch tot een oligarchie, waarin enkelingen het bewind voeren. Dat ligt niet aan de machtsgeilheid van de verkozenen, maar aan het feit zelf dat onze instellingen via verkiezingen worden samengesteld. Waarom worden de verkiezingen eensgezind verdedigd door burgers die bitter weinig met elkaar gemeen hebben en wier belangen *a priori* sterk uiteenlopen? Dat de verkiezingen als systeem in de Verenigde Staten worden verdedigd én gefinancierd door Goldman Sachs, is geen toeval: het moet zijn dat ze de belangen van die instelling wel degelijk dienen. Die gang van zaken is inherent aan alle vermeende democratieën, die er geen kunnen zijn, precies omdat zij verkiezingen organiseren.

³ "De beste", dan wel *aristos* (ἀριστεύς) in het Grieks, met andere woorden aristocratie.

Nous sommes aujourd'hui dans une conception de l'organisation politique qui fait de l'élection le rouage central de la désignation des acteurs politiques. Nous considérons depuis l'enfance, à travers la scolarité, les médias, les institutions, que le mécanisme de l'élection est synonyme de démocratie et il ne nous vient plus à l'esprit de remettre en question cette idée fausse.

En réalité, nous élisons ceux qui nous semblent être, *a priori*, les meilleurs pour répondre aux besoins de la population. Le peuple belge a donc abandonné son pouvoir, le pouvoir de voter lui-même les lois, au profit de candidats aux élections qui vont décider de l'entière des mesures à prendre. Cela revient à concevoir notre modèle politique, non pas comme une démocratie, mais comme une aristocratie (du grec "*aristos*" qui signifie "le meilleur"). L'histoire nous apprend que tous les régimes aristocratiques dérivent inéluctablement vers une oligarchie. L'élection démocratique est donc un oxymore. L'élection est tout le contraire de la démocratie.

2. Système électif et financement des campagnes électorales

En règle générale, la campagne électorale ne peut être gagnée qu'au prix d'un financement important. L'élection, parce qu'elle porte en elle la compétition électorale devant être financée à grande échelle, abrite en son sein la corruption. La corruption des élus s'opère par ceux qui ont financé la campagne électorale. Les multinationales, comprenant également les banques, contrôlent alors les candidats concourant aux élections parce qu'elles sont leur source de financement de leur campagne et parce qu'elles seront capables de financer à nouveau leur réélection.

À l'instar d'une banque privée qui prête à un créancier, les sources de financement des candidats aux élections s'octroient un droit de regard sur les agissements de la personne, du parti qui bénéficie du subside et jamais il ne s'opposera à son créancier.

En Belgique, en réponse aux abus observés par les financements privés, la loi du 4 juillet 1989 est venue corroborer cette analyse suite à de nombreux scandales⁴ et permet aujourd'hui de préserver le caractère démocratique du système électoral afin de favoriser l'indépendance des mandataires politiques. Cependant, ce financement public ne permet pas aux parlementaires

In de huidige context is ons politiek bestel dusdanig georganiseerd dat de verkiezingen hét middel zijn om de spelers op het politieke toneel aan te wijzen. Van kindsbeen af wordt ons op school, in de media en via de instellingen ingelepeld dat het verkiezingsmechanisme staat voor democratie; daarom komt het bij ons niet meer op die waangedachte in twijfel te trekken.

In werkelijkheid brengen wij onze stem uit op de personen die ons *a priori* het meest geschikt lijken om aan de behoeften van de bevolking te voldoen. Het Belgische volk heeft dus zijn macht, de macht om zijn eigen wetten te stemmen, afgestaan aan verkiezingskandidaten die zullen beslissen over alle maatregelen die moeten worden genomen. Daardoor moet ons politiek model niet als een democratie worden beschouwd, maar wel als een aristocratie (van het Grieks "*aristos*", dat "de beste" betekent). De geschiedenis leert ons dat alle aristocratische regimes onvermijdelijk ontaarden tot een oligarchie. Het begrip "democratische verkiezingen" is derhalve een *contractio in terminis*, aangezien verkiezingen net het tegenovergestelde zijn van democratie.

2. Het kiessysteem en de financiering van de verkiezingscampagnes

Doorgaans kan een verkiezingscampagne alleen maar worden gewonnen als er veel geld tegenaan wordt gegooit. Aangezien een verkiezing gepaard gaat met een verkiezingsstrijd die een financiering op grote schaal vereist, gaat zij tevens gepaard met corruptie. De verkozenen worden gecorrumpeerd door de geldschietters van de verkiezingscampagne, zijnde de multinationale ondernemingen (met inbegrip van de banken). Doordat die de campagne van de verkiezingskandidaten financieren en bij machte zullen zijn hun herverkiezing andermaal te financieren, hebben zij die kandidaten immers in hun zak.

Net zoals een private bank die krediet verleent aan een schuldenaar, eigenen de geldschietters van de verkiezingskandidaten zich het recht toe de handel en wandel van de betrokkene/de gesubsidieerde partij in het oog te houden; nooit ofte nimmer zal die het wagen die geldschietters tegen de haren in te strijken.

Na de gevallen van misbruik met privéfinanciering en de vele schandalen⁴ die ons land heeft gekend, bleken de hierboven gemaakte analyses wel degelijk te kloppen en werd de wet van 4 juli 1989 aangenomen; dankzij deze wet kan de democratische aard van ons kiesstelsel thans worden gehandhaafd, doordat de onafhankelijkheid van de politieke mandatarissen wordt bevorderd.

⁴ Par exemple, l'affaire dite "Augusta-Dassault".

⁴ Bijvoorbeeld de zogenaamde "Augusta-Dassault"-affaire.

indépendants, n'étant donc pas affiliés à un parti, de jouir de ce mode de financement. Il faut donc se plier à la forme et le carcan que représente un parti pour jouer le jeu politique, ne laissant *a priori* aucune chance aux petits partis de pouvoir s'imposer face aux grands partis. Il n'y a pourtant aucune loi qui impose à un citoyen d'être membre d'un parti politique pour pouvoir se présenter aux élections! Or, le système fait que pour avoir des chances d'être élu et à moins de posséder une fortune personnelle considérable, il faut adhérer à un parti politique et perdre *de facto* son indépendance.

3. Visibilité dans les médias et influences de ceux-ci sur l'agenda politique

En France, une récente étude a démontré que le temps de passage à la télévision est directement proportionnel aux suffrages du premier tour des élections présidentielles⁵. De cette manière, si l'on met en relation les chiffres du CSA⁶ avec les données du ministère de l'Intérieur concernant les suffrages exprimés au premier tour, la corrélation est parfaite⁷. Cela signifie que la médiatisation des candidats à l'élection est l'élément le plus probant des futurs résultats aux urnes. À défaut d'avoir les mêmes statistiques pour la Belgique, nous présentons celles de la France.

Onafhankelijke parlementsleden, die dus niet bij een partij zijn aangesloten, komen echter niet in aanmerking voor de in die wet vervatte overheidsfinanciering. Men moet zich derhalve schikken naar de vorm en het keurslijf van een partij om het politieke spel te spelen; daardoor hebben de kleine partijen *a priori* geen schijn van kans om het van de grote partijen te halen. Nochtans is er geen enkele wet die een burger verplicht lid te zijn van een politieke partij om zich kandidaat te stellen voor de verkiezingen! Het systeem is echter zo georganiseerd dat men, om een kans te maken verkozen te worden, moet toetreden tot een politieke partij en *de facto* zijn onafhankelijkheid moet opgeven, tenzij men over een aanzienlijk persoonlijk vermogen beschikt.

3. Zichtbaarheid in de media en invloed van de media op de politieke agenda

In Frankrijk heeft een recent onderzoek aangetoond dat de uitslag van de eerste stemronde van de presidentsverkiezingen recht evenredig is met de zendtijd die de respectieve kandidaten op televisie hebben gekregen⁵. Als de cijfers van de CSA⁶ in dat verband worden gekruist met de gegevens van het Franse ministerie van Binnenlandse Zaken inzake de resultaten van de eerste stemronde, blijkt dat zij perfect overeenstemmen⁷. Dit betekent dat de aanwezigheid van de verkiesingskandidaten in de media het zwaarst doorweegt in het uiteindelijke verkiezingsresultaat. Bij gebrek aan Belgische statistieken in dat verband, voeren wij hierna de Franse gegevens op.

Candidats	Passages télé (En minutes)	Suffrages au 1 ^{er} tour
ARTHAUD	219	202 548
BAYROU	1404	3 275 122
CHEMINADE	26	89 545
DUPONT-AIGNAN	180	643 907
HOLLANDE	3489	10 272 705
JOLY	450	828 345
LE PEN	1609	6 421 426
MELENCHON	1174	3 984 822
POUTOU	212	411 160
SARKOZY	3563	9 753 629

⁵ <http://merome.net/blog/index.php?post/2013/01/22/Vu-%C3%A0-la-t%C3%A9l%C3%A9>.

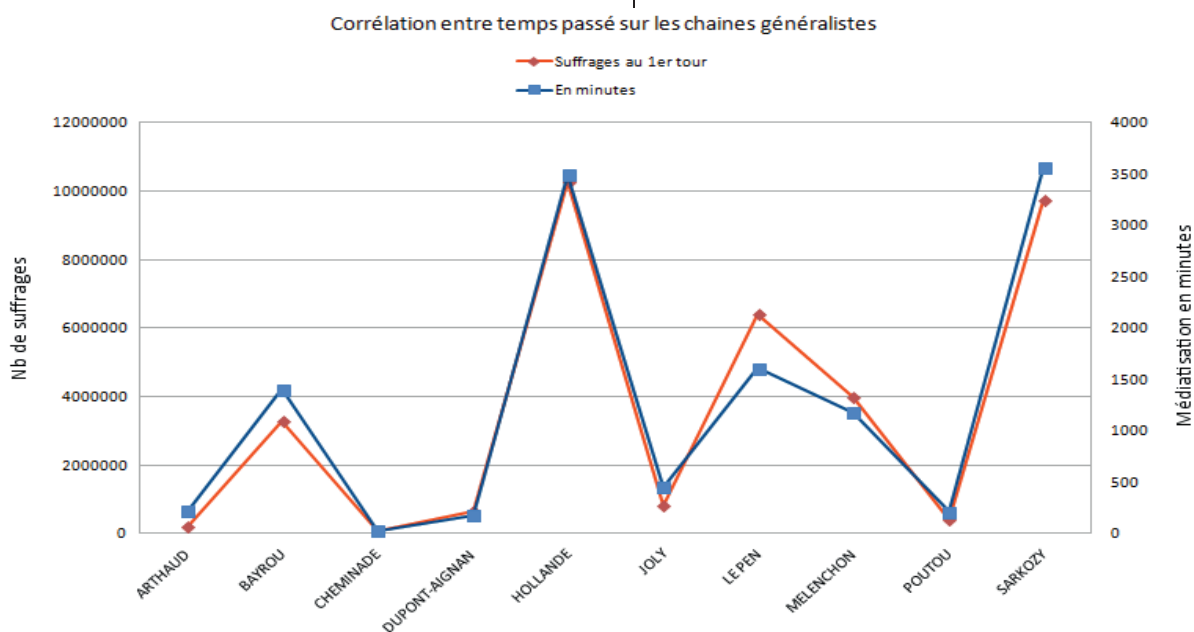
⁶ Conseil Supérieur de l'Audiovisuel, chargé de calculer minutieusement le temps de parole des candidats à la présidentielle.

⁷ Coefficient de corrélation = 0,98; 1 étant une corrélation parfaite.

⁵ <http://merome.net/blog/index.php?post/2013/01/22/Vu-%C3%A0-la-t%C3%A9l%C3%A9>.

⁶ *Conseil Supérieur de l'Audiovisuel*, belast met de nauwkeurige berekening van de spreektijd van de kandidaten voor de presidentsverkiezingen.

⁷ Correlatiecoëfficiënt = 0,98; 1 = volledige correlatie.



En dehors de l'influence des médias sur les résultats aux élections, l'agenda médiatique exerce une influence substantielle sur l'agenda parlementaire. Les recherches effectuées sur cette question, mises en lumière par l'étude de R. Vliegenthart et S. Walgrave⁸, indiquent que les thématiques qui font l'actualité orientent ostensiblement le débat politique, et non l'inverse. Nous remarquons que les univers médiatique et politique ne sont pas indépendants et les médias ont l'ascendant sur le politique, non l'inverse. Cela représente une dérive et une menace certaine du concept même de démocratie.

L'élection favorise donc celui ou celle qui bénéficie de la meilleure image médiatique, du temps de passage le plus long. Cela n'est déjà plus équitable pour les candidats qui n'auront pas joui d'une couverture médiatique identique à celle de ses "concurrents". De plus, sans totale indépendance des médias, le prétendant à l'élection sera tenté de mentir, manipuler son discours de sorte à ce que, face caméra, il puisse charrier un maximum de suffrages. Les médias d'aujourd'hui font les élections, ils créent les vainqueurs et décident qui échouera. Les médias actuels dénaturent donc le système démocratique.

Los van de invloed van de media op de verkiezingsresultaten weegt de media-agenda zwaar op de parlementaire agenda. Uit onderzoek in dat verband, meer bepaald het onderzoek van R. Vliegenthart en S. Walgrave⁸, blijkt dat het politieke debat duidelijk wordt aangestuurd door de actualiteit in de media, en niet andersom. Het staat onomstotelijk vast dat de media en de politiek niet los van elkaar staan en dat de media de overhand hebben op de politiek, niet omgekeerd. Dit is een ontspoorde toestand die het concept zelf van de democratie ontegenzeggelijk dreigt onderuit te halen.

Wie in de media het best overkomt en het vaakst in beeld komt, doet daar bij de verkiezingen dus zijn voordeel mee. Om te beginnen, worden de kandidaten die het moeten stellen met minder media-aandacht dan hun "concurrenten", niet billijk behandeld. Als de media zich bovendien niet volledig onafhankelijk opstellen, zal de verkiezingskandidaat geneigd zijn te liegen en voor de draaiende camera's zijn discours dusdanig te manipuleren dat hij zoveel mogelijk stemmen binnenhaalt. De hedendaagse media maken zowel de verkiezingen, de winnaars als de verliezers. Aldus hollen zij het democratische bestel uit.

⁸ R. Vliegenthart et S. Walgrave, "Média et politique. Les conditions de l'effet des médias sur l'agenda parlementaire Belge", *Revue Internationale de Politique Comparée*, 2009, vol. 16, n° 3, pp. 423 - 440.

⁸ R. Vliegenthart et S. Walgrave, "Média et politique. Les conditions de l'effet des médias sur l'agenda parlementaire Belge", *Revue Internationale de Politique Comparée*, 2009, vol. 16, n° 3, blz. 423 - 440.

4. La concurrence entre partis

L'élection porte en son génome le parti politique. Il faut se réunir pour être plus fort, se faire entendre et, en Belgique, percevoir des fonds pour faire campagne. Les idées individuelles et les projets qui s'inscrivent à défaut par rapport à la philosophie et la ligne du parti politique sont généralement rejetés. Le parti politique s'inscrit comme un carcan idéologique empêchant l'épanouissement des hommes et des idées qui le composent.

L'organisation de la pensée démocratique est aux antipodes de l'esprit partisan. Les partis politiques divisent, nous empêchent de fraterniser, nous condamnent à la discorde, organisant une espèce de guerre politique permanente dont ils ont besoin pour survivre. Le discours partisan empêche de trouver les bonnes solutions. Et pourtant le peuple est las des petites guéguerres politiciennes, mais l'organisation même des partis a besoin de la guerre politique pour survivre. Si un parti se met à fraterniser avec un autre, il y a fusion et il disparaît dans son être. Tout le conduit à refuser l'union. C'est pour cette raison qu'il est permis de considérer aujourd'hui que les partis politiques créent plus de problèmes qu'ils n'apportent de solutions. Ce sont des éléments de division de la population alors que nous devrions rechercher l'union et l'adhésion de tous. Malgré ce que l'on peut croire, nous n'avons pas besoin de partis pour faire de la politique. L'existence des partis provient de l'élection. Ce sont les élections avec compétition électorale qui sont une mascarade. C'est l'élection qui mène aux partis.

Aujourd'hui, le jeu politique s'apparente plus à un marché, à un plan marketing où les citoyens ne sont plus que des segments de marché que l'on subdivise selon les caractéristiques, les affinités, les valeurs de l'électorat. Au lieu d'unir les citoyens vers un but commun, à savoir une amélioration de la société à tous les égards pour le bien commun, on les divise et les confronte à bien des niveaux. Il s'agit d'un non-sens total et il vaudrait mieux que pour chaque thématique, propre à chaque ministère, la majorité l'emporte, comme la justice l'exige.

Les partis politiques se lancent donc dans une course à l'électorat, négligeant parfois même certaines règles déontologiques, certaines valeurs, usant de mensonges et manipulations pour attirer les convoitises des

4. Concurrentie tussen partijen

Het bestaan van politieke partijen is intrinsiek verbonden aan het spel van verkiezingen. Om gewicht in de schaal te leggen, zijn stem te laten horen en, althans in België, een budget te krijgen om campagne te kunnen voeren, kan men niet anders dan aansluiting zoeken bij medestanders. Wie eigen ideeën en initiatieven heeft die afwijken van het gedachtegoed en de standpunten van de partij, wordt doorgaans de mond gesnoerd. Een politieke partij is als een ideologisch keurslijf dat de mensen die de partij vormen strak in het gelid houdt en hun ideeën bij voorbaat fnuikt.

De democratische gedachte staat haaks op de partijlogica. Politieke partijen verdelen, staan vriendschappelijke omgang in de weg, zaaien onvermijdelijk tweedracht en organiseren een soort permanente politieke oorlog die ze nodig hebben om te overleven. Het partijdiscours belet dat goede oplossingen worden gevonden. Hoewel de burger het partijpolitieke getouwtrek meer dan beu is, zijn de partijen zo georganiseerd dat ze de politieke oorlog nodig hebben om te kunnen voortbestaan. Zodra een partij met een andere partij zoete broodjes bakt, treedt er versmelting op en gaat de eigenheid van de partij op in het geheel. Partijen willen dat te allen prijze voorkomen. Het is dan ook niet overdreven te stellen dat politieke partijen meer problemen creëren dan dat ze oplossingen aanreiken. Ze zorgen voor verdeeldheid onder de bevolking, terwijl naar eendracht en consensus zou moeten worden gestreefd. In tegenstelling tot wat men misschien denkt, hebben we geen partijen nodig om aan politiek te doen. Partijen hebben hun bestaan te danken aan de verkiezingen. De verkiezingsstrijd is niet meer dan een schijnvertoning. Het zijn de verkiezingen die de partijen voortbrengen.

Het politieke spel heeft vandaag steeds meer weg van een marktgebeuren, een marketingplan waarbij de burgers louter marktniches zijn die worden ingedeeld naargelang van kenmerken, verwantschappen en waarden die men in het kiezerskorps meent waar te nemen. In plaats van de burgers te verenigen met een gemeenschappelijk doel voor ogen, namelijk een in alle opzichten betere samenleving die gericht is op het algemeen welzijn, worden de burgers in heel wat domeinen verdeeld en tegen elkaar opgezet. Dat houdt totaal geen steek. Het zou beter zijn dat voor elk beleidsthema, waarvoor een bepaald ministerie bevoegd is, de meerderheid het voor het zeggen heeft; dat zou pas rechtvaardig zijn.

De politieke partijen gooien zich dus in de strijd om de kiezer en deinzen er soms niet voor terug deontologische regels en waarden aan hun laars te lappen. Ze liegen en bedriegen om de gunst van de kiezer

électeurs. Il n'est pas utile de revenir sur les nombreuses promesses de nos dirigeants n'ayant jamais été tenues. Il n'est pas nécessaire de prouver cet état de fait. Au lieu de se battre pour recueillir quelques voix supplémentaires pour les prochaines élections, il vaudrait mieux tendre vers une assemblée moins empreinte de classement rigide et partisan, confinant les partis dans un jeu concurrentiel et non complémentaire.

5. Professionnalisation de la politique

Depuis très longtemps, les élus ont eu tendance à s'autonomiser, c'est-à-dire à se débarrasser de la contrainte du contrôle. Les politiciens actuels se revendiquent être des professionnels de la politique. Or, la politique est un service à la population et, quand il s'agit d'améliorer les conditions de vie des citoyens, tout le monde devrait avoir la possibilité de participer au jeu politique. Actuellement, nous avons un gouvernement formé de fonctionnaires grassement payés qui, contrairement aux autres fonctionnaires de la fonction publique, jouissent d'un prestige et de privilèges qui sont difficiles à abandonner. La scène politique ne devrait pas être l'affaire d'une poignée d'élus, mais bien de toute la population. De plus, la condition socio-économique généralement aisée et le milieu social de provenance de nos élus ne leur permettent plus d'adopter une posture, de prendre des décisions en concordance avec les attentes de la population. Quand on élit une personne, le mécanisme qui nous a conduits à l'élire est le même que celui qui nous conduits à ne pas le réélire. L'élection entraîne donc avec elle une stabilité du corps politique, une professionnalisation du corps politique. Depuis des années, nous avons laissé se former une caste de politiciens "professionnels", raison pour laquelle nous ne sommes plus égaux politiquement. Nous ne pouvons plus accepter que la politique soit devenue un métier que l'on peut se transmettre de père en fils. Cette professionnalisation de la politique fait que ce sont toujours les mêmes têtes qui, élections après élections, décident de l'avenir de nos enfants. Vu la durée de présence de nos élus au sein du Parlement, la corruption s'installe et la démocratie s'éloigne. Les baronnies s'installent au sein même du Parlement, portant ainsi atteinte à notre démocratie. Il est pourtant important qu'il y ait un renouvellement au sein du Parlement. Comment voulez-vous que des élus qui ont connu pendant 40 ans les fastes et les salons dorés du Palais de la Nation puissent encore être en contact avec la réalité concrète du quotidien des citoyens qu'ils sont pourtant censés représenter? C'est impossible et d'ailleurs ça se voit, puisque le fossé n'a jamais été aussi profond qu'aujourd'hui entre les élus et les citoyens qu'ils sont censés représenter. Les citoyens se rendent bien compte que les décisions politiques

pour zich te winnen. Het heeft geen zin te herinneren aan de vele niet-ingeloste beloften van onze politieke leiders. Dat feit hoeft niet bewezen te worden. In plaats van strijd te leveren om bij de volgende verkiezingen een handvol stemmen meer te halen, zou beter werk worden gemaakt van een parlementaire assemblee die niet, zoals nu, strak is opgedeeld in partijen, want dat maakt de partijen tot loutere concurrenten en staat complementariteit in de weg.

5. Professionalisering van de politiek

De gekozenen zijn al heel lang geneigd hun autonomie uit te breiden, door zich aan de last van het toezicht te onttrekken. De politici gaan er tegenwoordig prat op *professionals* te zijn. Politiek is echter een vorm van dienstverlening aan de bevolking, en wanneer het erom gaat de levensomstandigheden van de burgers te verbeteren, zou iedereen de mogelijkheid moeten hebben aan het politieke gebeuren deel te nemen. We hebben thans een regering die is samengesteld uit rijkelijk betaalde functionarissen die, in tegenstelling tot de overheidsambtenaren, zodanig veel prestige en privileges genieten dat ze die niet zomaar willen opgeven. Het politieke toneel mag niet enkel een zaak zijn van een handvol gekozenen, maar moet de hele bevolking behelzen. Door hun doorgaans goede sociaaleconomische positie en hun sociale achtergrond zijn onze gekozenen niet meer in staat écht ergens voor te staan en beslissingen te nemen die aan de verwachtingen van de bevolking tegemoetkomen. Een identiek mechanisme speelt wanneer we iemand verkiezen en vervolgens niet herkiezen. Verkiezingen leiden dus tot een bestendiging en een professionalisering van het politiek korps. Sinds jaren is zo een kaste van "beroeps-politici" ontstaan, waardoor we politiek niet meer gelijk zijn. We mogen niet langer dulden dat de politiek een vak geworden is dat van vader op zoon wordt doorgegeven. Die professionalisering van de politiek heeft voor gevolg dat telkens dezelfde figuren, verkiezing na verkiezing, over de toekomst van onze kinderen beslissen. Doordat onze gekozenen lang in het parlement zitting houden, wordt de deur opengezet voor corruptie en wordt de democratie uitgehold. In het parlement zelf ontstaan er baronieën, waardoor onze democratie wordt aangetast. Vernieuwing in het parlement is nochtans essentieel. Hoe wil men dat gekozenen, die zich veertig jaar lang de weelde en de gouden salons van het Paleis der Natie hebben laten welgevalen, nog voeling kunnen houden met de dagelijkse leefwereld van de burgers, die zij nochtans geacht worden te vertegenwoordigen? Dat zulks gewoon onmogelijk is, blijkt overigens ten overvloede, want de kloof tussen de zogeheten volksvertegenwoordigers en de burgers is nog nooit zo wijd geweest. De burgers beseffen goed dat de politieke

prises ne sont plus en adéquation avec la volonté du peuple. Le tirage au sort de nos élus permettrait une véritable rotation et garantirait ainsi une meilleure représentativité de notre Parlement, en mettant au cœur des préoccupations politiques non pas les intérêts financiers de certains groupes de pression, mais bien le bon sens et le bien commun.

II. — LE TIRAGE AU SORT CITOYEN

Depuis fort longtemps, le tirage au sort est le mécanisme reconnu des philosophes d'Athènes à Montesquieu, d'Aristote à Rousseau, comme la modalité principale, incontournable des valeurs d'égalité et de liberté, car "on admet qu'est démocratique le fait que les magistratures soient attribuées par tirage au sort, oligarchiques le fait qu'elles soient pourvues par l'élection"⁹.

L'objectif central du tirage au sort citoyen est l'égalité politique réelle et l'incorruptibilité des dirigeants et/ou de ceux qui rédigent et votent les lois. Les deux sous-objectifs principaux sont l'amateurisme politique et la rotation des charges. Nous développerons ces différents points ci-dessous.

Pour la mise en place d'un tirage au sort, nous aurons besoin des institutions suivantes:

1. Institutions centrales

— Tirage au sort: le tirage au sort des citoyens est la procédure centrale autour de laquelle se constituera l'assemblée parlementaire qui rédigera et votera les lois.

— Isegoria: liberté d'expression totale. Dans une assemblée démocratique, chacun a droit à la parole et a le droit d'être écouté dans le calme et le respect. Chacun peut également prendre la parole à tout moment. La bienséance veut que chacun se comporte sagement. Il y a donc très rarement d'abus, car lorsque le citoyen est réellement écouté, il ne peut se comporter de manière indigne vis-à-vis de ses fonctions.

— Mandats courts et non renouvelables: les députés tirés au sort bénéficieront d'un mandat de deux ans maximum si, au terme de la première année, son évaluation est positive. Il ne pourra pas, après son mandat,

⁹ Aristote, *Politique*, IV. 9, 1294b8.

beslissingen niet meer afgestemd zijn op wat de bevolking verlangt. Het uitloten van de parlementsleden zou voor een echte roulatie zorgen en zou ons parlement echt representatief maken. Dan zouden niet de financiële belangen van sommige drukingsgroepen maar wel het gezond verstand en het algemeen welzijn het beleid bepalen.

II. — LOTING UIT DE BURGERBEVOLKING

Sinds mensenheugenis wordt loting algemeen erkend - van de Atheense wijsgeren tot Montesquieu, van Aristoteles tot Rousseau - als het onontbeerlijke kerninstrument voor de tenuitvoerlegging van het vrijheids- en het gelijkheidsbeginsel. Aristoteles gaf immers al aan dat het oligarchisch is magistraten aan te wijzen door verkiezing, en democratisch ze aan te wijzen door loting⁹.

De hoofddoelstelling van een loting uit de burgerbevolking is daadwerkelijke politieke gelijkheid en de onkreukbaarheid van de bestuurders en/of van degenen die de wetten opstellen en aannemen. De twee belangrijkste onderliggende doelstellingen zijn het aanmoedigen van politieke liefhebberij en het rouleren van de ambten. Die verschillende punten zullen verderop in de tekst aan bod komen.

Voor de invoering van een lotingstelsel zijn de volgende voorzieningen vereist:

1. Centrale voorzieningen

— Loting: loting uit de burgerbevolking is de centrale procedure op basis waarvan de parlementaire assemblee die de wetten zal opstellen en aannemen, zal worden samengesteld;

— Gelijk recht van spreken (*Gr. ἰσηγορία, isegoria*): volledige vrijheid van meningsuiting. In een democratische assemblee heeft eenieder het recht om het woord te voeren en sereen en respectvol te worden aangehoord. Eenieder mag ook op eender welk ogenblik het woord nemen. De welvoegelijkheid gebiedt dat eenieder zich verstandig gedraagt. Misbruiken zijn dus hoogst zeldzaam, aangezien de burger naar wie echt wordt geluisterd, zich niet onwaardig kan gedragen in verhouding tot zijn ambt;

— Korte, niet-hernieuwbare mandaten: de bij loting aangewezen afgevaardigden zullen een mandaat hebben van maximaal twee jaar, gesteld dat na het eerste jaar het mandaat gunstig wordt beoordeeld. Na die

⁹ *Politika*, IV. 9, 1294b8.

renouveler celui-ci, même si par un hasard peu probable il est de nouveau tiré au sort.

2. Institutions protectrices complémentaires

Avant le mandat:

— Volontariat: le tirage au sort des citoyens s'effectue sur une base volontaire. Cet exercice ne peut donc en aucun cas être imposé aux citoyens qui ne souhaitent pas ou ne se sentent pas aptes à remplir cette fonction. Les citoyens qui ont l'envie de servir leur pays sur le plan politique pourront en faire la demande auprès de leur administration communale. C'est donc sur une base volontaire que l'on constituera le pot électoral. En revanche, les personnes ayant été condamnées à des peines d'emprisonnement (avec ou sans sursis) de plus de deux ans ou reconnues coupables de corruption, de malversations ou de délits d'initié ne pourront pas participer au tirage au sort. Hormis cette condition de respectabilité, aucune autre exigence ne sera imposée au citoyen volontaire. Il ne devra récolter ni signatures ni répondre à aucune compétence particulière. La politique se doit d'être l'affaire de tous les citoyens sans distinction aucune.

— Docimasie¹⁰: les contrôles — avant, pendant, à la fin et après exercice — sont nécessaires car ils entraînent une pression chez le citoyen, afin qu'il prenne en compte ses responsabilités, lui qui peut, dans l'état actuel des choses, jouir d'un sentiment d'impunité total¹¹.

Pendant le mandat:

— Révocabilité: un comité de contrôle de citoyens également tirés au sort permettra de révoquer un député de ses fonctions dès lors qu'il commettrait des infractions graves mettant en danger la respectabilité de l'institution à laquelle il appartient. En aucun cas, cette révocation ne pourrait se baser sur les opinions politiques ou les combats menés par le citoyen tiré au sort au sein de l'Assemblée. L'immunité parlementaire se limiterait uniquement aux actes posés dans le cadre du mandat. L'immunité parlementaire aurait surtout comme vocation de garantir la liberté d'expression du tiré au sort.

¹⁰ Enquête sur un citoyen avant son accession à une fonction officielle.

¹¹ Immunité parlementaire.

twee jaar zal het mandaat niet langer kunnen worden vernieuwd, ook niet ingeval de betrokken persoon als bij toeval opnieuw bij loting zou worden aangewezen.

2. Aanvullende beschermende voorzieningen

Vóór het mandaat:

— Vrijwilligheid: de loting uit de burgerbevolking geschiedt op vrijwillige basis. De burgers die zich niet voor het ambt kandidaat wensen te stellen of er zich niet tegen opgewassen voelen, kunnen geenszins ertoe worden gedwongen aan de loting deel te nemen. De burgers die hun land politiek willen dienen, kunnen daartoe een verzoek richten aan hun gemeentebestuur. De lotingtrommel zal dus uitsluitend kandidaten bevatten die zich vrijwillig hebben aangemeld. De personen die zijn veroordeeld tot een gevangenisstraf (al dan niet met uitstel) van twee jaar of meer of schuldig zijn bevonden aan omkoping, daden van ontrouw of misbruik van voorkennis, zullen daarentegen niet aan de loting mogen deelnemen. Behalve die voorwaarde van eerzaamheid worden aan de burger-vrijwilliger geen andere eisen gesteld. Hij zal geen minimumaantal handtekeningen moeten verzamelen, noch over specifieke competenties moeten beschikken. De politiek moet de zaak zijn van alle burgers, zonder enig onderscheid;

— Weging (*Gr. ἡ δοκιμασία, dokimasia*)¹⁰: controle — vóór, tijdens, op het einde van en na de uitoefening van het ambt — is noodzakelijk om de bij loting aangewezen burger ertoe aan te porren een groot verantwoordelijkheidsbesef aan de dag te leggen; zoals het er nu aan toe gaat, heerst wel eens het gevoel van volslagen straffeloosheid¹¹.

Tijdens het mandaat:

— Afzetbaarheid: een eveneens bij loting aangewezen uit burgers bestaand controlecomité zal een mandataris uit zijn ambt kunnen ontslaan ingeval hij ernstige overtredingen begaat die de eerbiedwaardigheid van de instelling die hij dient aan het wankelen brengen. In geen geval kan de reden voor de afzetting verband houden met de politieke meningen of met de kwesties die de bij loting aangewezen mandataris met hand en tand verdedigt in de assemblee. De parlementaire onschendbaarheid zou uitsluitend beperkt zijn tot de handelingen die in het raam van het mandaat worden gesteld. De parlementaire onschendbaarheid zou er in de eerste plaats toe strekken de vrijheid van meningsuiting van de bij loting aangewezen mandataris te waarborgen.

¹⁰ Onderzoek naar een burger vóór hij een officieel ambt krijgt.

¹¹ Parlementaire onschendbaarheid.

À la fin du mandat:

— Reddition des comptes: à la fin du mandat, un bilan sera fait sur le travail du député. Il n'est pas acceptable que certains parlementaires actuels se comportent comme des fantômes dont on ne voit jamais le visage au Parlement, alors qu'ils sont payés pour faire ce travail. On vérifiera publiquement si le député ou le ministre a bien mené sa mission: respect des règles, respect de ses responsabilités, bonne utilisation des deniers publics, participation régulière aux travaux du Parlement, présence en commission et en séance plénière, etc.

Après le mandat:

— Mise en accusation publique (*Graphè para nomom et Eisangelie*)

Un citoyen qui se propose à la fonction de parlementaire et qui est tiré au sort se doit de respecter minutieusement et impérativement la fonction et les responsabilités qui lui sont attribuées. Tout non-respect des règles, tout manquement à ses fonctions, toute tentative de subversion de l'assemblée mènera à une ou plusieurs sanctions pénales. La justice s'applique à tous les citoyens, de la même manière et en tous lieux du Royaume de Belgique. Les parlementaires n'échappent donc pas à celle-ci.

Les institutions centrales sont celles qui remplaceront celle de l'élection tandis que les institutions complémentaires sont celles qui assureront le bon fonctionnement de ce système par tirage au sort. Elles nous permettront d'atteindre les objectifs poursuivis exposés ci-dessous.

3. Objectif central

— Égalité politique réelle: tout citoyen pouvant, sur une base volontaire, être tiré au sort pourra participer au processus démocratique en ayant sa place dans le jeu politique. Il en résulte donc une égalité politique totale entre tous les citoyens. Tout le monde est placé sur un même pied d'égalité. Ce n'est plus comme aujourd'hui le règne du plus fort et du plus riche!

Le tirage au sort a un rapport profond avec l'égalité. Le premier type d'égalité est "l'égalité des chances". Fait égalitaire très fort, le tirage au sort la met très nettement

Op het einde van het mandaat:

— Verantwoording: op het einde van het mandaat, zal de balans worden opgemaakt van het werk dat de bij loting aangewezen mandataris heeft geleverd. Het is ronduit wraakroepend dat sommige parlementsleden die vandaag zitting hebben in het Parlement ware schimmen zijn die je nooit te zien krijgt binnen de parlements muren, terwijl zij worden betaald om dat werk te doen. Er zal publiekelijk worden nagegaan of het parlements lid of de minister zich naar behoren van zijn taak heeft gekweten: eerbied voor de regels, verantwoordelijkheidsbesef, goed gebruik van de openbare middelen, regelmatige deelname aan de werkzaamheden van het Parlement, aanwezigheid in de commissievergaderingen en de plenaire vergadering enzovoort.

Na het mandaat:

— Publieke inbeschuldigingstelling (*Gr. _γραφή παράνομον, graphe paranomon en εισαγγελία, eisangelia*)

Een burger die meedingt naar het ambt van parlements lid en bij loting wordt aangewezen, moet nauwgezet en dwingend recht doen aan het ambt en de ermee gepaard gaande verantwoordelijkheid in acht nemen. Elke overtreding van de regels, elk ambtsverzuim, elke poging tot ondermijning van de assemblee zal leiden tot één of meer strafrechtelijke sancties. Dergelijke feiten worden overal in het Koninkrijk België op voor alle burgers dezelfde berecht. Wie parlements lid is, ontkomt daar dus niet aan.

De centrale voorzieningen zullen in de plaats treden van de verkiezingsvoorzieningen, terwijl de aanvullende voorzieningen de goede werking van het beoogde lotingstelsel zullen waarborgen. Die voorzieningen zijn de instrumenten om de hierboven uiteengezette doelstellingen te realiseren.

3. Kerndoelstelling

— Échte politieke gelijkheid: elke burger die op vrijwillige basis bij loting kan worden aangewezen, zal aan het democratische proces kunnen deelnemen en daarbij zijn plaats krijgen in het politieke bestel. Daaruit volgt dus een volstreekte politieke gelijkheid tussen alle burgers. Iedereen start op voet van gelijkheid. Er wordt komaf gemaakt met de heerschappij van de sterkste en de rijkste, die vandaag geldt!

Loting staat in nauw verband met gelijkheid. De eerste soort gelijkheid is de "kansengelijkheid". Als heel sterk gelijkheidsbevorderend procedé geeft de

en pratique. Seule une perversion de la procédure et de son contexte permet des effets inégalitaires. Le deuxième type est l' "égalité de participation". Principe le plus égalitaire de mise en œuvre de la rotation, tous participent à tour de rôle, le tirage attribuant le moment du passage. Le troisième type est l' "égalité de compétence", pouvant exister de deux façons. Soit en raison du fait que la compétence est égale et le meilleur moyen de la respecter est alors de recourir au tirage au sort justement (par exemple, la participation au dépouillement de scrutins, étant donné que tout le monde peut être scrutateur). Soit le fait d'instituer le tirage au sort à pour but, plus que pour base, l'institution de cette compétence égale.

4. Sous-objectifs

— Rotation des charges: l'établissement de mandats courts non renouvelables est une condition *sine qua non* à l'établissement du tirage au sort. L'élection ne pourrait permettre en l'état actuel un tel roulement.

— Amateurisme politique: l'amateurisme permet d'éviter la convergence des intérêts et annihile *de facto* la corruption de nos représentants. La rotation des charges et le non-renouvellement des mandats vont de pair avec l'amateurisme politique. La politique n'est pas un métier, mais un mandat. Les hommes et femmes politiques décident de consacrer un moment de leur vie pour cette fonction, mais ne devraient en aucun cas pouvoir jouir de ce statut *ad vitam aeternam*.

— Présentéisme: le tirage au sort de citoyens volontaires entraînerait une diminution drastique de l'absentéisme éhonté de nos dirigeants à l'assemblée.

— Représentation équilibrée de la population: par la simple loi des grands nombres, le tirage au sort permettrait une représentation équilibrée de la population. Nous retrouverons une image cohérente de la société: jeunes et personnes plus âgées, hommes et femmes, des personnes plus cultivées et d'autres moins, des personnes issues de catégories sociales plus élevées et d'autres issues de milieux plus populaires, des personnes aux métiers divers et variés, des personnes issues de l'immigration et des autochtones. Le Parlement aurait un tout autre visage que celui qu'il présente aujourd'hui.

— Suppression de la corruption et des querelles: une des principales vertus du tirage au sort est, au-delà de l'égalité politique réelle, l'incorruptibilité de nos députés. Cela réside dans le fait que l'on puisse rendre vaines les luttes de pouvoir, les manœuvres intestines, les

lotings daaraan ontegenzeggelijk uitvoering. Alleen als het procedé fout en in een verkeerde context wordt aangewend kan dat ongelijkheden tot gevolg hebben. De tweede soort gelijkheid is de "participatiegelijkheid". Om de roulering volgens het meest egalitaire principe te laten verlopen, participeert iedereen telkens opnieuw, waarbij de loting bepaalt wie het haalt. De derde soort gelijkheid is de "competentiegelijkheid", die op twee manieren tot uiting kan komen: ofwel is er gelijkheid van competenties en dan is het beste middel om met die gelijkheid rekening te houden, gebruik te maken van uitgerekend de loting (bijvoorbeeld, de deelname aan de stemopneming, aangezien vandaag iedereen stemopnemer kan zijn); ofwel heeft de invoering van de loting tot doel, meer dan als grondslag, die gelijke competentie ingang te doen vinden.

4. Subdoelstellingen

— Ambtsroulatie: korte, niet-hernieuwbare mandaten zijn een *conditio sine qua non* om de loting te grondvesten. Een verkiezing zou zo'n roulatie in de gegeven omstandigheden niet mogelijk maken.

— Politiek uit liefhebberij: aan politiek doen als amateur belet belangenverstrengeling en zet de corruptie van degenen die ons vertegenwoordigen *de facto* buiten spel. De ambtsroulatie en de niet-hernieuwing van mandaten gaan samen met politiek uit liefhebberij. Politiek is geen metier, maar een opdracht. De vrouwen en mannen die in de politiek stappen beslissen een periode uit hun leven aan die functie te wijden, maar zouden die positie in geen geval hun hele leven lang mogen bekleden.

— Presenteïsme: de loting van burgers-vrijwilligers zou het schaamteloze absentéisme van onze bestuurders in de assemblee drastisch terugdringen.

— Evenwichtige volksvertegenwoordiging: dank zij de loutere wet van grote aantallen, zou de loting een evenwichtige vertegenwoordiging van het volk mogelijk maken. We zullen dan opnieuw een coherente afspiegeling van de bevolking krijgen: jong en oud, vrouwen en mannen, mensen met een grote dan wel beperkte culturele bagage, mensen uit hogere sociale categorieën en anderen uit iets volkskringeren, mensen met de meest diverse beroepen, migranten en autochtonen. Het Parlement zou een heel andere aanblik bieden dan vandaag.

— Exit corruptie en gekibbel: een van de kerneigenschappen van de loting is dat ze niet alleen de politici echt op voet van gelijkheid zet, maar ook de deur sluit voor de corrupteerbaarheid van onze volksvertegenwoordigers. Dat komt omdat ze machtsstrijd, gekonkel

querelles politiciennes. Les organes tirés au sort seront indépendants, incorruptibles et équitables.

Le tirage au sort permet la rotation des charges, donc l'amateurisme et par conséquent l'égalité politique réelle. Conserver l'amateurisme en politique est primordial pour assurer l'égalité politique réelle. De plus, si le pouvoir tourne équitablement dans les mains des citoyens, les citoyens tirés au sort restent forcément des amateurs de la politique. La compétence politique ne doit en aucun cas constituer un métier à part entière, laissant place à ceux qui gèrent au mieux leur communication, leur image dans les médias, au détriment des autres citoyens. Si nous laissons se former une caste de politiciens, nous n'atteindrons pas l'objectif d'égalité politique. Tout ne sera alors, comme c'est le cas maintenant, qu'une question d'argent et de soutiens financiers par des groupes de pression.

Nous demandons donc de revoir notre système électoral. Le Parlement tiré au sort désignerait en son sein un Président qui organiserait les débats. Le gouvernement serait désigné par le Parlement tiré au sort sur la base des compétences et des portefeuilles à distribuer. Chaque candidat proposé par le Parlement passerait un examen devant l'assemblée. Son passé et sa droiture seraient passés au peigne fin, y compris ses avoirs financiers. L'objectif est de réserver les postes ministériels à des spécialistes du ministère concerné et non, comme c'est le cas aujourd'hui, de procéder à un jeu de chaises musicales afin de recaser les personnalités des différents partis politiques au lendemain des élections. La logique actuelle amène à des inepties où un ministre peut passer en quelques années de l'enseignement à la justice en passant par la santé publique ou l'agriculture. Nos ministres se doivent d'être des spécialistes des matières à traiter. Cela semble évident, mais ce n'est pourtant plus le cas depuis déjà de très longues années!

Le tirage au sort des parlementaires et la désignation par le Parlement des membres du gouvernement éviteront irrémédiablement que se forme une caste de professionnels de la politique élus à vie, une sorte d'aristocratie élective de plus en plus coupée de la réalité sociale.

Le tirage au sort sous-tend inévitablement une meilleure représentation de la population, une représentation volontaire, contrôlée et révocable à tout moment. Les dérives potentielles sont donc totalement maîtrisées et tuées dans l'œuf. Comme Montesquieu l'avancait,

en politique gesoebat meteen tot een ijdel bedrijf maakt. De bij loting aangewezen organen zullen onafhankelijk, onkreukbaar en niet-vooringenomen zijn.

Een loting biedt ruimte voor ambtsroulatie, ergo voor een niet-professioneel politiek bedrijf en bijgevolg voor echte politieke gelijkheid. Het aspect liefhebberij in de politiek behouden is primordiaal om echte politieke gelijkheid te garanderen. Als bovendien de macht billijk in de handen van telkens andere burgers terechtkomt, zullen de bij loting aangewezen burgers uiteraard liefhebbers van de politiek blijven. Politieke competentie tentoonspreiden mag in geen geval een volwaardig metier worden, waarbij mensen die communicatief sterk staan en mediageniek een puik imago neerzetten, een streepje voor hebben op andere burgers. Als we toestaan dat een politieke kaste ontstaat, zullen we het doel van politieke gelijkheid niet bereiken. Alles zal dan, zoals vandaag, alleen maar om geld en financiële steun van belangengroepen draaien.

Wij vragen dus dat ons kiesstelsel wordt herzien. Het bij loting aangewezen Parlement zou uit zijn midden een voorzitter aanstellen, die de debatten in goede banen zou leiden. De regering zou door het bij loting aangewezen Parlement worden aangewezen op grond van de competenties en de te verdelen portefeuilles. Elke door het Parlement voorgestelde kandidaat zou voor de assemblee een toets moeten doorstaan. Zijn verleden en rechtschapenheid zouden, net als zijn financiële bezittingen, tegen het licht worden gehouden. Bedoeling is de ministerposten in handen te geven van specialisten uit het betrokken departement, en niet, zoals vandaag, een politieke stoelendans op te voeren om de kopstukken van de diverse politieke partijen na de verkiezingen een baantje te bezorgen. De handelwijze die vandaag wordt aangekleefd leidt tot ongerijmdheden waarbij een minister in luttele jaren van Onderwijs via Volksgezondheid of Landbouw gewoon naar Justitie kan overstappen. Onze ministers moeten specialist zijn in de aangelegenheden die ze te behandelen krijgen. Dat lijkt de evidentie zelf, maar is al een flink aantal jaren niet meer het geval!

Dank zij de loting van de parlementsleden en de aanwijzing van de leden van de bewindsploeg door het Parlement zal zeker kunnen worden voorkomen dat zich een kaste van voor het leven verkozen beroepspolitici vormt, een soort kiesaristocratie die almaar minder voeling heeft met de maatschappelijke realiteit.

Een loting legt onvermijdelijk de basis voor een betere vertegenwoordiging van de bevolking, namelijk een vrijwillige, gecontroleerde en op elk ogenblik herroepbare representatie. Mogelijke ontsparingen worden dus compleet de kop ingedrukt en in de kiem gesmoord. Zoals

il s'agit bien de la combinaison des trois facteurs que sont le tirage au sort, le volontariat et les systèmes de contrôle qui fait de ce mécanisme un système vertueux, totalement équitable et incorruptible.

En général, l'argument principal utilisé par les détracteurs du tirage au sort pour dénigrer ce système concerne l'incompétence présumée des tirés au sort. Il convient de sortir de la logique non fondée qui voudrait qu'un politique doive disposer de certaines compétences particulières pour bien faire son travail. Croire qu'il n'y a actuellement que des génies au sein du Parlement serait d'une stupidité sans nom. Pour être un bon politique, il ne faut pas avoir suivi des cours de "politique" ou de droit. Le plus important, ce ne sont pas les diplômes, mais bien le vécu et le bon sens de citoyens. Aussi, si l'on accepte communément qu'un citoyen soit désigné pour participer au jury d'une cour d'assises et décider du verdict d'une affaire criminelle sans disposer de compétences juridiques, il doit être tout aussi communément admis que rien ne s'oppose à ce que ce même citoyen puisse, s'il a pu décider du sort d'un criminel et d'une victime lors d'un procès d'assises, élaborer et voter les lois qui régiront notre vie dans une société qui aurait alors tous les attributs de la démocratie.

Laurent LOUIS (INDEP)

Montesquieu al wist, is het wel degelijk de combinatie van de drie factoren toeval, vrijwilligheid en controle die dit mechanisme tot een deugdelijke, volkomen billijke en integere regeling maken.

De criticasters van de loting voeren doorgaans de veronderstelde incompetentie van de "lotelingen" aan als belangrijkste argument om de regeling af te kraken. Men moet maar eens de ongefundeerde opvatting laten varen als zou een politicus over bepaalde bijzondere competenties moeten beschikken om zijn werk naar behoren te kunnen doen. Wie gelooft dat momenteel alleen maar genieën het Parlement bevolken, zal zelf wel niet van de slimsten zijn. Om een goed politicus te zijn moet je geen politieke wetenschappen of rechten hebben gestudeerd. Niet de diploma's zijn het belangrijkste, maar wel de levenservaring en het gezond verstand van de burgers. Als algemeen wordt geaccepteerd dat een burger wordt aangewezen om deel uit te maken van een jury in een hof van assisen en daar een criminele zaak kan beslechten zonder juridisch geschoold te zijn, dan moet even goed worden aanvaard dat niets belet dat diezelfde burger, wanneer hij tijdens een assisenzaak heeft kunnen beslissen over het lot van een misdadiger of een slachtoffer, wetten kan redigeren en goedkeuren die ons leven zullen sturen in een samenleving die dan alle kenmerken van de democratie zou vertonen.

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS,

A. considérant que le système électoral actuel ne remplit pas les conditions permettant de considérer notre pays comme une démocratie;

B. considérant que les élections ont amené la participation et le professionnalisme politique;

C. considérant qu'aujourd'hui tous les citoyens qui souhaitent faire de la politique ne sont pas égaux entre eux;

D. considérant que le résultat des élections dépend des ressources financières, mais aussi des passages télévisuels des candidats ou des partis en lice;

E. considérant que les élus actuels répondent avant tout à des intérêts partocratiques ou n'agissent qu'en qualité d'exécutants de groupes de pression financiers ou occultes;

F. considérant que le terme démocratie a, dans le contexte actuel des élections, perdu toute sa signification;

G. considérant qu'il est important de responsabiliser les citoyens et de les impliquer politiquement pour cesser que le fossé s'accroisse davantage entre les citoyens et les politiques censés les représenter;

H. considérant qu'il serait bon, dans une recherche d'unité, de supprimer les partis politiques, créateurs ces dernières années de divisions et de difficultés;

I. considérant qu'il est d'utilité publique de mettre fin aux baronnies et à la corruption dans le monde politique;

J. considérant qu'il est indispensable que le Parlement de notre pays soit un Parlement libre et indépendant de toute influence extérieure;

K. considérant comme prioritaire le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes en lieu et place du droit des élus à disposer des peuples;

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

DE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS,

A. overwegende dat het bestaande kiesstelsel niet voldoet aan de voorwaarden om ons land als een democratie te kunnen beschouwen;

B. overwegende dat de verkiezingen de participatie en de beroeps politiek in de hand hebben gewerkt;

C. overwegende dat alle burgers die aan politiek willen doen vandaag niet elkaars gelijken zijn;

D. overwegende dat de verkiezingsresultaten afhangen van de financiële slagkracht van de meedingende kandidaten of partijen, maar ook van de frequentie waarmee ze op tv komen;

E. overwegende dat de verkozenen van vandaag allereerst partijbelangen dienen of uitsluitend optreden als stromannen voor financiële of duistere pressiegroepen;

F. overwegende dat democratie, in de gegeven context van de verkiezingen, een volslagen leeg begrip is geworden;

G. overwegende dat het belangrijk is dat de burgers verantwoordelijkheidszin wordt bijgebracht en dat ze zich politiek engageren, zodat de kloof tussen hen en de politici die geacht worden hen te vertegenwoordigen niet nog wijder wordt;

H. overwegende dat het, in een streven naar eenheid, goed ware dat de politieke partijen worden opgedoekt, daar ze de afgelopen jaren alleen maar verdeeldheid en moeilijkheden hebben veroorzaakt;

I. overwegende dat het van openbaar nut is komaf te maken met de "baronieën" en de corruptie in de politiek;

J. overwegende dat het absoluut essentieel is dat het Parlement van ons land een vrij Parlement is, dat losstaat van elke beïnvloeding van buitenaf;

K. overwegende dat het zelfbeschikkingrecht van het volk voorrang moet hebben op het recht van de verkozenen om over het volk te beschikken;

DEMANDE AU GOUVERNEMENT:

1. de mettre en œuvre une révision du système électoral actuel afin de supprimer les élections au profit du tirage au sort, gage d'une réelle représentativité et indépendance des assemblées parlementaires;
2. d'interdire la constitution de partis politiques et de dissoudre les structures existantes afin d'assurer la liberté démocratique et l'indépendance des citoyens;
3. d'inviter les entités fédérées à substituer le tirage au sort aux élections pour les assemblées concernées;
4. de mettre concrètement en œuvre les mesures nécessaires pour assurer la transition entre l'élection et le tirage au sort, et, en premier lieu, celle d'instaurer dans chaque administration communale un service du volontariat politique, dont le but serait de recevoir les candidatures des citoyens au tirage au sort.

3 mai 2013

Laurent LOUIS (INDEP)

VERZOEKT DE REGERING:

1. het bestaande kiesstelsel te herzien zodat verkiezingen de plaats ruimen voor een loting, die borg staat voor échte representativiteit en onafhankelijkheid van de parlementaire assemblees;
2. de oprichting van politieke partijen te verbieden en de bestaande structuren te ontbinden zodat de democratische vrijheid en de onafhankelijkheid van de burgers gewaarborgd zijn;
3. de deelstaten uit te nodigen hun respectieve assemblees bij loting in plaats van via verkiezingen te laten samenstellen;
4. concreet uitvoering te geven aan de maatregelen die nodig zijn om een naadloze overgang tussen verkiezing en loting te bewerkstelligen en daarbij, in de eerste plaats, in elk gemeentebestuur een dienst politiek vrijwilligerswerk op te richten die tot doel zou hebben de burgerkandidaturen voor de loting in ontvangst te nemen.

3 mei 2013